

Édito

Le gouvernement voudrait rapidement tourner la page de la réforme des retraites et s'emploie à occuper l'espace médiatique pour lancer d'autres sujets. Il n'en demeure pas moins que rayer d'un trait de plume la mobilisation historique de ces dernières semaines ne peut pas se faire sur un simple claquement de doigt. Les salarié-es ne digèrent pas ce passage en force. C'est pourquoi la CGT continue de revendiquer l'abrogation de cette réforme.

Dans notre secteur, les personnels eux non plus n'envisagent toujours pas de travailler 2 ans de plus alors que les conditions de travail n'ont cessé de se détériorer depuis plusieurs années. Les promesses de revalorisation à hauteur de 10% s'avèrent bien moindres dans les faits. La revalorisation du Socle ne résorbera même pas l'inflation de ces derniers mois. Quant au Pacte, dont les contours se précisent dangereusement, il consiste à accepter d'exercer des missions supplémentaires en échange d'indemnités. Ce Pacte est une duperie qui ne correspond en rien à une réelle revalorisation. Parce qu'il menace, avant tout, les collectifs de travail et va aggraver les inégalités femmes/hommes, la CGT Éduc'action appelle les personnels à ne pas le signer.

Du côté des conditions de travail, les personnels continuent de pallier le manque de postes et le système D devient la marque de fabrique d'une majorité de nos collègues que ce soit dans les services ou dans les classes. Tel un mantra « faire toujours plus avec moins », les personnels tiennent à bout de bras l'institution, ce qui n'est pas sans conséquence sur le plan psychique : stress, perte de sens du métier, impression de déclassement... La précarité institutionnelle s'accroît avec des AESH et des AEd à qui l'on refuse un vrai statut. Sans compter, pour les enseignant-es les réformes successives : celles des lycées, qui ont accentué le tri des élèves et la future réforme du collège. Sans compter la mise en place de la loi Rihlac dans le 1^{er} degré qui sonne clairement la fin du fonctionnement collégial en dessaisissant les Conseils des maître-ses de leurs prérogatives et décisions. La cerise sur le gâteau revient à la future réforme de la voie pro qui se traduit par un véritable changement de paradigme dont le pacte spécial PLP est, par ailleurs, le bras armé.

La politique néolibérale mise en place graduellement dans l'Éducation nationale est à l'opposé de ce que la CGT revendique pour l'École. C'est vrai pour notre secteur mais aussi pour des pans entiers de notre société. La réforme des retraites l'a prouvé : nous avons la capacité de nous mobiliser et nous ne laisserons pas ce gouvernement faire ce qu'il veut.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à la journée interprofessionnelle du 6 juin 2023. Toutes et tous en grève le 6 juin pour dire non à la réforme des retraites, au Pacte, à la réforme de la voie pro et pour revendiquer des hausses de salaires réelles et sans contrepartie pour toutes et tous.

